

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL GASC

Chronique de démographie

Journal de la société statistique de Paris, tome 85 (1944), p. 166-185

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__166_0

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

III

CHRONIQUE DE DÉMOGRAPHIE

I. — Mouvement de la population en France en 1943. (Résultats provisoires pour 86 départements.)

En raison des circonstances, il n'a pas été possible de centraliser, à l'heure actuelle, la totalité des résultats départementaux du mouvement de la population au cours du quatrième trimestre 1943. On a donc procédé à une évaluation des renseignements trimestriels faisant défaut. Ceux-ci se rapportant à 11 départements seulement, les considérations ci-après sur les résultats de l'année entière 1943 sont exemptes des réserves que l'on pourrait être tenté de formuler du fait du caractère évaluatif des nombres du quatrième trimestre.

Les nombres ci-dessus sont relatifs à l'ensemble de 86 départements, les résultats des départements Bas-Rhin, Haut-Rhin, Moselle et Corse n'étant pas connus.

ANNÉES	MILLIONS d'habi- tants évalués	NOMBRE, EN MILLIERS DE					excès de moins d'un an naissances	EXCÉDENT de	PROPORTIONS POUR 10.000 HABITANTS			DÉCÈS de moins d'un an p 1 000 nés vivants
		mariages	divorces	Enfants déclarés vivants	décès au total	décès de moins d'un an			Nouveaux mariés	Enfants déclarés vivants	Décès au total	
1943 . .	37,2	211	17,1	588	607(1)	44,3	— 19	113	158	163	75	
1942 . .	37,7	256	14,0	542	632(1)	38,5	— 90	136	144	168	71	
1941 . .	37,7	216	14,5	490	650	36,0	—160	115	130	172	73	
1940 . .	39,7	169	11,0	533	733(2)	48,9	—200	85	134	185	92	
1939 . .	39,8	246	21,1	580	617	36,9	— 37	124	146	155	64	
1938 . .	39,8	258	24,3	577	619	37,7	— 42	130	145	156	65	

(1) Y compris les décès dus à des faits de guerre.

(2) Non compris les pertes militaires.

Les données de l'année 1943 constituent des chiffres records depuis 1938 : un minimum pour les mariages (l'année 1940 mise à part) et pour les décès et un maximum pour les naissances.

En 1942, le nombre des mariages s'était élevé à 256.000, maximum observé depuis 1939. Il résultait en grande partie de l'importance accrue de la population mariable constituée par les générations abondantes nées immédiatement après la guerre de 1914-1918. En 1943, on ne compte plus que 211.000 mariages, soit 45.000 ou 18 % de moins que l'année précédente. Cette baisse s'explique d'une part, par la diminution, à partir de 1922, des effectifs des classes surabondantes fournissant la population mariable, et, d'autre part, par l'émigration en Allemagne des travailleurs en âge de se marier. Le mouvement régressif s'est manifesté à partir du deuxième trimestre, détruisant ainsi le rythme saisonnier normal dont le retour s'était exquissé en 1942.

Mouvement trimestriel de la population (nombre en milliers).

PÉRIODE	MARIAGES		NAISSANCES D'ENFANTS déclarés vivants		DÉCÈS	
	1942	1943	1942	1943	1942	1943
1 ^{er} trimestre.	45	52	133	146	211	177
2 ^e trimestre.	71	57	137	148	146	150
3 ^e trimestre.	67	51	139	148	120	127
4 ^e trimestre.	73	51	133	146	157	153

Le taux de nuptialité de 1943 marque également un minimum : 113 pour 10.000 habitants contre 136 en 1942 et 130 en 1938.

Le chiffre des naissances, qui avait son niveau le plus bas en 1941, n'a cessé de se relever depuis, pour atteindre, en 1943, la valeur record de 588.000, dépassant de 46.000 celui de 1942, de 8.000 celui de 1939 et de 11.000 celui de 1938. Ce maximum semble correspondre au nombre important des mariages célébrés en 1942, mais du fait que le niveau d'avant-guerre est sensiblement dépassé alors que la population se trouve fortement réduite par l'absence des prisonniers de guerre et des travailleurs à l'étranger, on peut conclure à un relèvement du taux de natalité et même du taux de fécondité. En effet, le taux de natalité d'avant-guerre, 145 pour 10.000 habitants, qui avait été égal en 1942, est débordé par celui de 1943 : 158. Quant au taux de fécondité légitime, on a dû se contenter de l'évaluer de façon sommaire en raison de l'absence de données précises sur le nombre, en 1943, de femmes mariées et leur répartition par âge. L'évaluation a fourni les résultats suivants :

Naissances légitimes (nés vivants et mort-nés) pour 10.000 femmes mariées âgées de quinze à quarante-neuf ans :

	1939	1940	1941	1942	1943
a) Y compris les femmes de prisonniers. .	890	820	750	820	860
b) Non compris les femmes de prisonniers. .	—	—	840	910	950

Les taux de la seconde ligne tiennent compte de la situation réelle en faisant abstraction des 630.000 épouses de prisonniers séparées de leurs maris. La fécondité légitime d'avant-guerre est non seulement rétablie depuis 1942, elle est dépassée de 7 %, environ en 1943. Comme on peut, dans une certaine mesure, assimiler aux femmes des prisonniers celles des travailleurs partis en Allemagne, le pourcentage ci-dessus doit être considéré comme une limite inférieure.

Le nombre des décès enregistrés en 1943 est le plus faible qu'on ait constaté depuis 1938 : 607.000 contre 632.000 en 1942 et 619.000 en 1938. Les chiffres trimestriels qui reflètent un mouvement saisonnier normal nous apprennent que ce minimum est dû à la faiblesse du nombre de décès survenus pendant le premier trimestre qui a bénéficié d'une température particulièrement douce. Il serait erroné cependant d'en déduire une réduction de la mortalité générale par rapport à l'avant-guerre. C'est le contraire qui est vrai. Si la proportion des décès pour 10.000 habitants a baissé successivement de 172 à 168 et à 163 au cours des trois dernières années, le taux de mortalité générale de 1943 n'en demeure pas moins supérieur à celui des années 1938 et 1939 qui était de 156 et 155. La hausse est encore plus sensible pour la mortalité infantile dont le taux atteint, en 1943, 75 pour 1.000 naissances contre 71 en 1942 et 65 en 1938. Si l'année 1943 a été favorable au point de vue natalité et mortalité générale, elle a été funeste aux enfants de la première année.

Grâce au mouvement inverse (dans le sens favorable) du nombre des naissances et des décès, l'excédent de décès qui s'élevait à 90.000 en 1942 s'est trouvé réduit à 19.000 en 1943. C'est l'excédent de décès le plus faible constaté pour les 86 départements considérés dans la série ininterrompue des années déficitaires commençant en 1935.

Si l'on ramène à 100 les divers taux de l'année 1938, l'évolution de la situation démographique de la France est caractérisée par les indices suivants :

ANNÉES	NUPTIALITÉ	NATALITÉ	MORTALITÉ générale	MORTALITÉ infantile	EXCÉDENTS de décès
1939	95	101	100	95	90
1940	66	92	119	138	500
1941	88	90	112	110	440
1942	105	99	108	106	250
1943	87	109	104	115	45

La situation démographique de la France qui a été franchement mauvaise en 1940 et 1941 s'est très nettement redressée en 1942 et 1943. Dans son ensemble, elle est beaucoup moins défavorable que ne l'était celle de 1914-1918. Toutefois, la baisse sensible de la nuptialité, en 1943, permet de supposer qu'en 1944 la natalité ne se maintiendra guère au niveau élevé de l'année 1943.

II. — Mouvement de la population dans quelques pays étrangers.

PAYS	ANNÉE	MILLIERS DE			PROPORTIONS POUR 10 000 HABITANTS				Décédés de moins d'un an p. 1.000 naissances
		marriages	nes vivants	décédés	Nouveaux mariés	Nés vivants	Décédés	Excédents de naissances	
Allemagne (1).	1942	607	1 239	990 (2)	148	152	121 (2)	+ 31	68
	1943	591	1.318	999 (2)	144	161	122 (2)	+ 39	72
Angleterre et Galles.	1942	368	654	480	176 (3)	158 (3)	116 (3)	+ 42	49
	1943	295	683	501	143 (3)	165 (3)	121 (3)	+ 44	48
Belgique.	1942	61,4	106,7	120,7	148	129	146	— 17	78
	1943	51,6	121,1	110,6	125	147	134	+ 13	68
Bohême — Moravie.	1942	76,1	137,7	104,6	202	183	139	+ 44	98
	1943	58,1	157,6	103,9	153	208	137	+ 71	100
Danemark.	1942	35,8	79,5	37,5	186	209	96	+ 113	47
	1943	34,9	84,3	37,8	177	213	96	+ 117	46
Portugal et îles.	1942	58,6	187,3	126,5	149	238	161	+ 77	131
	1943	58,1	197,4	121,5	146	248	153	+ 95	133
Suède.	1942	62,4	113,6	63,6	194	177	99	+ 78	29
	1943	61,6	124,9	65,8	190	193	101	+ 92	—
Suisse.	1942	36,8	78,9	46,9	172	184	110	+ 74	38
	1943	35,7	83,0	47,3	166	192	110	+ 82	40

(1) Y compris l'Autriche et les Sudètes, mais non compris les territoires annexés de Pologne et d'Eupeu-Malmédy.

(2) Non compris les personnes appartenant à la force armée et les personnes civiles décédées à la suite de faits de guerre.

(3) Taux calculés par rapport à la population de 1939.

La situation démographique des pays pour lesquels on dispose actuellement des résultats (provisaires) de l'année 1943 a évolué dans le même sens que celle de la France et les conclusions générales dégagées pour celle-ci restent valables pour ces pays étrangers. Comparativement à 1942, il s'est produit une baisse générale de la nuptialité, particulièrement forte en Bohême—Moravie (24 %), Angleterre (19 %) et Belgique (16 %). La natalité a augmenté dans tous les pays, plus spécialement en Suède (9 %), en Bohême—Moravie (13,7 %) et en Belgique (14,0 %). En Angleterre, le nombre des naissances survenues en 1943 n'avait plus été atteint depuis 1926. La mortalité est plutôt stationnaire (Allemagne, Danemark, Suisse) avec tendance à la baisse (Belgique 8 %, Portugal 5 %); mais elle a haussé en Angleterre (4 %) et au Portugal 2 %). La mortalité infantile enfin, a diminué en Belgique (— 13 %) au Danemark (4 %) et en Angleterre, où elle se trouve à un niveau jamais atteint auparavant; mais ailleurs son taux s'est relevé, particulièrement en Allemagne (6 %) et en Suisse (5 %). Il est à noter qu'en 1943 le taux de natalité est supérieur à celui de 1939 en Angleterre, en Suède et en Suisse. Quant à la mortalité générale, elle est tombée au-dessous du niveau de 1939 en Belgique, en Suède et en Suisse.

III. — État de la population de la France en 1933.

A. — Population active (1).

On entend sous population active l'ensemble des personnes engagées dans une occupation rémunératrice. Le recensement des industries et professions est basé sur la considération

(1) Extrait du volume : *Résultats statistiques du recensement général de la population du 8 mars 1936 État civil de la population active*. Tome I, 4^e partie.

de « l'établissement » constitué par la réunion de deux ou plusieurs personnes travaillant ensemble, d'une manière permanente, en un lieu déterminé, sous la direction d'un ou de plusieurs représentants d'une même raison sociale.

Pour obtenir les données relatives aux établissements, on demande aux personnes actives d'indiquer sur leur bulletin individuel le nom et l'adresse de l'établissement où elles exercent leur profession; on peut ainsi grouper les bulletins de toutes les personnes qui travaillent dans le même établissement. Les personnes actives travaillant sous la direction d'un chef d'établissement, ont donc été classées d'après l'industrie exercée dans l'établissement dont elles font partie et non pas d'après la profession individuelle, comme ce fut le cas lors du recensement de 1911.

	POPULATION PRÉSENTE (en milliers)		POPULATION ACTIVE (en milliers)		PERSONNES ACTIVES pour 100 pers. présentes	
	1936	1931	1936	1931	1936	1931
Hommes	19.797	19.911	12.940	13.712	65	69
Femmes	21.386	21.317	7.320	7.900	34	37
Ensemble	41.183	41.228	20.260	21.612	49	52

La population active totale, 20.260.000, constitue près de la moitié de la population présente; cette proportion s'élève à deux tiers pour le sexe masculin et un tiers pour le sexe féminin.

1. Catégories professionnelles et situation dans l'industrie.

Le tableau ci-après fournit les effectifs de chacune des neuf grandes sections professionnelles.

**TABLEAU I. — POPULATION ACTIVE SUIVANT LE SEXE
PAR GRANDES SECTIONS PROFESSIONNELLES
(Nombres en milliers.)**

SECTIONS professionnelles	1936		1931			VARIATIONS DE 1931 à 1936 en						
	Total	H.	F.	Total	H.	F.	nombres absolus			%		
							Total	H.	F.	Total	H.	F.
1. Pêche	63	60	3	67	64	3	- 4	- 4	0	- 6,3	- 6,7	0
2. Forêts et agriculture. .	7.141	4.222	2.919	7.637	4.447	3.190	- 496	- 225	- 271	- 6,9	- 5,3	- 9,3
3. Industries extractives.	340	334	6	441	430	11	- 101	- 96	- 5	-29,7	-28,7	-33,3
4. Industries de transformation	5.924	4.142	1.782	6.839	4.725	2.144	- 915	- 583	- 332	-15,4	-14,1	-18,6
5. Manutention et transports.	1.036	904	132	1.069	935	134	- 33	- 31	- 2	- 3,2	- 3,4	- 1,5
6. Commerces, spectacles, banques	2.701	1.559	1.142	2.695	1.538	1.157	+ 6	+ 21	- 15	+ 0,2	+ 1,3	- 1,3
7. Professions libérales . .	731	363	368	658	333	325	+ 73	+ 30	+ 43	+10,0	+ 8,3	+11,7
8. Soins personnels	891	178	713	893	176	717	- 2	+ 2	- 4	- 0,2	+ 1,1	- 0,6
9. Services publics	1.433	1.178	255	1.313	1.064	249	+ 120	+ 114	+ 6	+ 8,4	+ 9,7	+ 2,4
TOTAUX	20.260	12.940	7.320	21.612	13.712	7.900	-1352	- 772	- 580	- 6,7	- 6,0	- 7,9

Dans les tableaux suivants on a groupé ensemble certaines sections et certains groupes de nature semblable. C'est ainsi que l'on a ajouté aux sections industrielles 3, 4 et 5 le groupe 9 B (Services administratifs industriels), à la section Commerce le groupe 8 A (Soins personnels, coiffeurs, bains) et aux professions libérales le groupe 9 A (Services publics administratifs).

Voici quelle est l'importance relative des grandes catégories professionnelles ainsi obtenues; les nombres entre parenthèses se rapportent au recensement de 1931. Pêche, forêts, agriculture 35,6 % (35,6), industrie 36,6 % (39,2), commerce 14 % (12,9), domestiques 3,7 % (3,7), professions libérales et services publics administratifs 10,1 % (8,6). On observe en 1936 une diminution des effectifs relatifs de l'industrie au bénéfice de ceux du commerce et des professions libérales, y compris les services publics administratifs.

TABLEAU II. — POPULATION ACTIVE SUIVANT LA SITUATION DANS L'INDUSTRIE
(Nombres en milliers.)

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	TOTAL	CHEFS	EMPLOYÉS	OUVRIERS	EMPLOYÉS et ouvriers sans emploi	ISOLÉS
1936						
<i>Les deux sexes.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	7.204	4.429	5	1.893	46	831
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	7.415	673	635	4.355	638	1.114
Commerce (6 + 8 A)	2.832	765	1.022	331	91	623
Domestiques (8 B)	760	—	—	694	38	23
Professions libérales (7 + 9 A)	2.049	55	1.315	447	51	181
Ensemble	20.260	5.922	2.977	7.720	864	2.777
<i>Sexe masculin.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	4.282	2.249	4	1.438	41	550
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	5.479	495	450	3.368	495	671
Commerce (6 + 8 A)	1.641	436	583	262	61	299
Domestiques (8 B)	96	—	—	66	3	27
Professions libérales (7 + 9 B)	1.442	36	905	363	25	113
Ensemble	12.940	3.216	1.942	5.497	625	1.660
<i>Sexe féminin.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	2.922	2.180	1	455	5	281
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	1.936	178	185	987	143	443
Commerce (6 + 8 A)	1.191	329	439	69	30	324
Domestiques (8 B)	664	—	—	628	35	1
Professions libérales (7 + 9 A)	607	19	410	84	26	68
Ensemble	7.320	2.706	1.035	2.223	239	1.117
1931						
<i>Les deux sexes.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	7.704	4.679	6	2.141	25	853
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	8.464	746	762	5.494	330	1.132
Commerce (6 + 8 A)	2.794	759	1.067	353	51	564
Domestiques (8 B)	794	—	—	745	21	28
Professions libérales (7 + 9 B)	1.856	53	1.190	410	26	177
Ensemble	21.612	6.237	3.025	9.143	453	2.754
<i>Sexe masculin.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	4.511	2.374	5	1.564	21	547
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	6.185	552	540	4.240	241	612
Commerce (6 + 8 A)	1.605	431	608	269	33	264
Domestiques (8 B)	109	—	—	80	2	27
Professions libérales (7 + 9 B)	1.302	35	805	340	11	111
Ensemble	13.712	3.392	1.958	6.493	308	1.561
<i>Sexe féminin.</i>						
Pêche, forêts et agriculture (1 + 2)	3.193	2.305	1	577	4	306
Industrie (3 + 4 + 5 + 9 B)	2.279	194	222	1.254	89	520
Commerce (6 + 8 A)	1.189	328	459	84	18	300
Domestiques (8 B)	685	—	—	665	19	1
Professions libérales (7 + 9 A)	554	18	385	70	15	66
Ensemble	7.900	2.845	1.067	2.650	145	1.193

Si l'importance relative des divers groupes professionnels, en 1936, n'est pas très sensiblement différente de celle de 1931, il n'en est pas de même en ce qui concerne les effectifs absolus. De 1931 à 1936, l'ensemble de la population active a diminué de 1.352.000, soit de 6,7 %. Cette régression résulte d'une part, du départ de plus d'un demi-million d'étrangers à la suite de la crise économique qui a sévi entre les deux recensements. D'autre part, on assiste, en 1936, à l'entrée dans la population active des générations appartenant aux classes creuses de la guerre 1914-1918. Ces jeunes classes, diminuées d'environ 1.700.000 par rapport à la normale, n'ont pu remplacer intégralement les générations sortantes, de sorte qu'il s'est produit une raréfaction de l'élément jeune de la population active. Ce fait est confirmé par la réduction, comparativement à 1931, de la proportion des personnes âgées de moins de vingt-cinq ans dans toutes les catégories professionnelles, ce qui se traduit encore par une hausse générale de l'âge moyen des personnes actives.

C'est dans l'industrie que la diminution a été la plus forte, tant en nombres absolus qu'en importance relative (14 %). En revanche, on constate une légère augmentation des effectifs occupés dans le commerce et un relèvement de 9,5 % de ceux des professions libérales et des services publics. L'arrivée des classes creuses ne se manifeste pas dans cette der-

nière catégorie, les jeunes gens âgés de moins de vingt et un ans y étant relativement très peu nombreux. Elle sera surtout sensible dans la catégorie professionnelle occupant des éléments jeunes, c'est-à-dire les ouvriers. En effet, l'effectif total de ces derniers a baissé de 15,6 % alors que ceux des chefs d'établissement et des employés ne s'est réduit respectivement que de 5 % et de 1,6 %. C'est dans l'industrie que la réduction du nombre des ouvriers a été la plus accentuée : 21 %.

On remarquera que le nombre des chômeurs des deux sexes a presque doublé (+ 91 %) par rapport à 1931. L'augmentation se chiffre à 103 % pour les hommes et à 65% pour les femmes. Le nombre des isolés, en revanche, est resté stationnaire.

2. — Age.

Le tableau III fournit la répartition par âge de 1 000 personnes de chaque sexe par catégorie professionnelle et situation. La comparaison de ces diverses répartitions entre elles est facilitée par l'emploi de l'âge moyen, bien que ce nombre soit moins significatif, la même moyenne pouvant résulter de distributions suivant l'âge assez différentes.

En général, l'homme est plus âgé que la femme. Font exception à cette règle les ouvrières du commerce et les femmes isolées de cette catégorie et de l'agriculture. Il est normal de voir l'âge moyen le plus élevé revenir aux chefs d'établissements. L'âge maximum (50 ans) est atteint par les patrons dans l'agriculture qui dépassent, en moyenne, de cinq ans ceux de l'industrie et du commerce. Les âges moyens les plus bas sont ceux des ouvriers occupés dans l'agriculture et l'industrie et ceux des employés de commerce. Les ouvriers agricoles des deux sexes sont, en moyenne, plus jeunes que les ouvriers et ouvrières de l'industrie. Les isolés qui sont, ou bien de petits patrons travaillant seuls, ou bien des ouvriers à domicile, ou bien encore des salariés sans patron fixe, ont un âge moyen assez voisin de celui des chefs d'établissement.

**TABLEAU III. — RÉPARTITION PAR AGE DE 1.000 PERSONNES ACTIVES
DE CHAQUE CATÉGORIE PROFESSIONNELLE**

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	AGE EN ANNÉES						AGE EN ANNÉES					
	Moins de 25	25 à 34	35 à 44	45 à 54	55 à 64	65 et plus	Moins de 25	25 à 34	35 à 44	45 à 54	55 à 64	65 et plus
	1936						1931					
	1. — CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS						1. — CHEFS D'ÉTABLISSEMENTS					
	<i>Sexe masculin.</i>						<i>Sexe masculin.</i>					
Agriculture (2).	19	179	199	199	226	178	24	179	176	223	228	170
Industrie (3+4+5).	27	234	268	247	165	59	35	230	266	263	150	56
Commerce (6+8 A).	25	217	289	252	159	58	26	232	284	258	147	53
	<i>Sexe féminin.</i>						<i>Sexe féminin.</i>					
Agriculture (2).	66	222	227	216	177	92	73	216	217	229	173	92
Industrie (3+4+5).	85	241	271	229	123	51	102	238	279	223	110	48
Commerce (6+8 A).	56	240	303	242	120	39	60	254	306	235	108	37
	2. — EMPLOYÉS						2. — EMPLOYÉS					
	<i>Sexe masculin.</i>						<i>Sexe masculin.</i>					
Agriculture (2).	168	268	223	167	122	52	233	247	178	166	127	49
Industrie (3+4+5+9 B).	113	288	291	206	82	20	158	300	242	191	88	21
Commerce (6+8 A).	292	292	195	124	74	23	338	279	164	121	74	24
	<i>Sexe féminin.</i>						<i>Sexe féminin.</i>					
Agriculture (2).	439	269	146	96	37	13	485	241	128	91	41	14
Industrie (3+4+5+9 B).	378	292	192	100	31	7	440	278	160	85	29	8
Commerce (6+8 A).	428	295	167	77	27	6	492	278	137	64	23	6
	3. — OUVRIERS						3. — OUVRIERS					
	<i>Sexe masculin.</i>						<i>Sexe masculin.</i>					
Agriculture (2).	473	275	100	60	55	37	530	229	77	64	59	41
Industrie (3+4+5+9 B).	223	310	227	148	70	22	279	293	182	140	78	23
Commerce (6+8 A).	194	329	209	136	98	34	232	296	171	152	108	41
	<i>Sexe féminin.</i>						<i>Sexe féminin.</i>					
Agriculture (2).	567	205	99	57	43	29	611	183	82	54	42	28
Industrie (3+4+5+9 B).	389	222	175	125	66	23	427	211	157	115	64	26
Commerce (6+8 A).	245	226	207	175	107	40	295	214	187	160	102	42
	4. — EMPLOYÉS ET OUVRIERS SANS EMPLOI						4. — EMPLOYÉS ET OUVRIERS SANS EMPLOI					
	<i>Sexe masculin.</i>						<i>Sexe masculin.</i>					
Agriculture (2).	176	201	157	161	193	112	206	171	118	159	191	155
Industrie (3+4+5).	176	256	211	180	135	42	259	239	164	155	124	59
Commerce (6+8 A).	216	252	207	172	121	32	274	257	169	156	107	37
	<i>Sexe féminin.</i>						<i>Sexe féminin.</i>					
Agriculture (2).	246	205	173	166	146	64	314	187	136	146	136	81
Industrie (3+4+5).	248	217	195	186	119	35	346	226	171	135	82	40
Commerce (6+8 A).	280	256	197	156	88	23	350	269	174	112	68	27
	5. — ISOLÉS						5. — ISOLÉS					
	<i>Sexe masculin.</i>						<i>Sexe masculin.</i>					
Agriculture (2).	113	171	132	140	203	241	132	149	111	154	207	247
Industrie (3+4+5).	74	250	228	190	158	100	104	226	207	194	157	112
Commerce (6+8 A).	47	224	267	220	166	76	53	239	244	224	163	77
	<i>Sexe féminin.</i>						<i>Sexe féminin.</i>					
Agriculture (2).	74	107	153	214	237	215	102	104	150	205	225	214
Industrie (3+4+5).	167	178	187	198	161	109	204	171	189	180	147	109
Commerce (6+8 A).	49	182	260	253	169	87	49	185	262	252	164	88

AGE MOYEN EN ANNÉES DANS CHAQUE CATÉGORIE PROFESSIONNELLE
(Évaluation sommaire.)

SITUATIONS	AGRICULTURE		INDUSTRIE		COMMERCE		AGRICULTURE		INDUSTRIE		COMMERCE	
	Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe		Sexe	
	masc.	fém.	masc.	fém.	masc.	fém.	masc.	fém.	masc.	fém.	masc.	fém.
	1936						1931					
Chefs d'établissements	50	45	45	42	45	43	49	45	44	41	44	42
Employés	40	30	39	31	34	30	39	30	38	30	34	28
Ouvriers	30	28	36	33	37	33	30	27	35	32	37	37
Employés et ouvriers sans emploi	43	39	40	43	38	36	44	38	38	35	37	33
Isolés	49	51	44	44	45	46	49	50	44	42	45	46

3. — État matrimonial.

TABLEAU IV. — POURCENTAGE DES PERSONNES MARIÉES SUIVANT LA SITUATION ET LE SEXE

CATÉGORIES professionnelles	SEXE MASCULIN					SEXE FÉMININ				
	Chefs d'éta- blisse- ment	Em- p'oyés	Ouvriers	Sans emploi	Isolés	Chefs d'éta- blisse- ment	Em- p'oyées	Ouvrières	Sans emploi	Isolées
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
	1936									
Pêche (1)	83	79	46	66	80	88	20	30	»	50
Forêts, agriculture (2)	91	70	24	54	38	93	32	20	47	32
Industrie (3 + 4 + 5 + 9B)	88	80	66	60	75	68	33	41	42	39
Commerce (6 + 8 A)	91	58	66	55	78	84	28	40	32	58
Professions libérales (7, sans les cultes)	83	52	56	55	71	18	17	25	31	30
Domestiques (8 B)	»	»	72	55	84	»	»	27	32	56
Services publics (9 A, sans l'armée)	»	79	84	»	»	»	48	46	»	»
	1931									
Pêche (1)	82	74	41	66	79	81	25	18	»	43
Forêts, agriculture (2)	91	66	23	48	37	93	27	18	40	31
Industrie (3 + 4 + 5 + 9B)	88	76	60	52	72	66	30	39	43	39
Commerce (6 + 8 A)	92	54	61	51	77	85	24	36	31	57
Professions libérales (7, sans les cultes)	84	50	52	50	72	18	15	23	30	29
Domestiques (8 B)	»	»	60	51	83	»	»	27	30	56
Services publics (9 A, sans l'armée)	»	78	82	»	»	»	42	46	»	»

C'est parmi les chefs d'établissement des deux sexes que l'on rencontre le plus de personnes mariées. Celles-ci sont particulièrement nombreuses dans l'agriculture et le commerce. En ce qui concerne les hommes, on trouve le moins de mariés dans la pêche et dans les professions libérales (sans les cultes). Pour ce qui est des chefs d'établissement du sexe féminin, c'est dans l'industrie et surtout dans les professions libérales que l'on relève le moins de personnes mariées.

Chez les salariés, la plus forte proportion des hommes mariés est observée pour les ouvriers des services publics, la plus faible pour les ouvriers de l'agriculture.

Le nombre relatif des femmes mariées sur 100 personnes actives est toujours plus faible que le nombre correspondant calculé pour le sexe masculin, sauf en ce qui concerne les chefs d'établissement dans l'agriculture, la femme mariée ayant été considérée, dans ce cas, comme l'associée de son mari.

Comparativement à 1931, la proportion des hommes mariés pour 100 personnes actives, a augmenté en 1936 dans la plupart des catégories professionnelles pour tous les salariés. Quant aux chefs d'établissement mariés, seule la proportion de ceux qui exercent leur activité dans la pêche accuse une augmentation. De même la proportion des femmes mariées est, en général, plus élevée en 1936 qu'en 1931.

4. Degré d'instruction.

**TABEAU V. — PROPORTION DES ILLETTRÉS POUR 1.000 PERSONNES ACTIVES
(LETTRÉS ET ILLETTRÉS) DE CHAQUE CATÉGORIE EN 1936 ET 1931.**

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	SEXE MASCULIN						SEXE FEMININ					
	En-semble	Chefs d'éta-blis-sement	Em-ployés	Ou-vriers	Sans emp'oi	Isolés	En-semble	Chefs d'éta-blis-sement	Em-ployées	Ou-vrières	Sans emp'oi	Iso'ées
1936												
Pêche (1)	71	90	3	44	84	79	84	60	»	95	100	146
Forêts, agriculture (2)	51	41	5	53	107	88	51	44	5	48	131	109
Industrie (3+4+5+9 B)	29	10	2	30	58	32	26	15	2	24	51	36
Commerce (6+8 A)	11	10	3	25	11	18	14	14	5	41	14	23
Professions libérales (7)	4	1	1	21	1	2	6	1	3	23	1	3
Domestiques (8 B)	23	»	»	24	33	20	32	»	»	31	52	42
Armée	79	»	79	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Services publics (9 A sans l'ar-mée)	9	»	»	15	»	»	2	»	»	19	»	»
1931												
Pêche (1)	92	124	14	63	100	99	128	154	8	79	»	264
Forêts, agriculture (2)	65	55	10	65	120	108	69	62	6	55	148	148
Industrie (3+4+5+9 B)	43	13	1	50	66	49	34	21	3	35	52	44
Commerce (6+8 A)	15	12	4	37	12	21	19	17	7	53	19	31
Professions libérales (7)	6	1	2	36	3	3	8	1	4	37	2	4
Domestiques (8 B)	33	»	»	33	53	31	43	»	»	42	62	68
Armée	106	»	106	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Services publics (9 A, sans l'ar-mée)	13	»	»	23	»	»	4	»	»	31	»	»

On considère comme illettrée une personne ne sachant pas à la fois lire et écrire. Parmi les recensés ayant déclaré leur degré d'instruction, on relève 3,4 % d'illettrés au lieu de 4,6 % en 1931, 7,5 % en 1921 et 13 % en 1906. La proportion des illettrés est donc en régression constante. Elle est sensiblement la même pour les hommes que pour les femmes. La diminution entre les deux recensements est observée dans toutes les catégories professionnelles sans exception. Si l'on fait abstraction de l'armée, ce sont la pêche, l'agriculture et les forêts qui comptent le plus d'illettrés.

5. Lieu de naissance.

Il est naturel de trouver dans l'agriculture et plus spécialement parmi les chefs d'établissement les plus fortes proportions de personnes nées dans le département de domicile. On ne s'étonnera pas moins d'en rencontrer les pourcentages les plus faibles parmi les professions libérales, tout au moins en ce qui concerne les chefs d'établissement, les employés et les isolés, seuls groupes significatifs de cette catégorie professionnelle. Comparativement à 1931, on observe une légère diminution de la proportion des personnes actives nées dans le département de recensement pour les chefs d'établissement et les isolés des deux sexes dans toutes les professions, ainsi que parmi les employés dans les professions libérales, les ouvriers de l'agriculture et les domestiques masculins en chômage, indice qui trahirait une plus forte tendance au détachement du sol natal. Dans toutes les autres catégories de profession, les proportions sont restées pratiquement stationnaires.

La proportion des personnes nées à l'étranger a diminué, de façon sensible, dans les catégories professionnelles les plus fortement touchées par les effets de la crise économique : ouvriers dans l'industrie et le commerce.

**TABLEAU VI. — RÉPARTITION DE 100 PERSONNES ACTIVES
SUIVANT LE LIEU DE NAISSANCE, LA SITUATION ET LE SEXE
PAR GRANDES CATÉGORIES PROFESSIONNELLES EN 1936 ET 1931**

CATÉGORIES 1	CHEFS d'établissements nés			EMPLOYÉS nés			OUVRIERS nés			SANS EMPLOI nés			ISOLÉS nés		
	dans le département	dans un autre département	hors de France	dans le département	dans un autre département	hors de France	dans le département	dans un autre département	hors de France	dans le département	dans un autre département	hors de France	dans le département	dans un autre département	hors de France
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
1936															
<i>Sexe masculin.</i>															
Pêche, forêts, agriculture (1+2)	88	9	3	54	39	7	79	12	9	67	22	11	88	13	4
Industrie (3+4+5+9B)	63	27	10	52	43	5	56	30	14	52	31	17	66	22	12
Commerce (6+8 A)	52	38	10	53	40	7	53	36	11	43	45	12	54	34	12
Professions libérales (7+ 9 A)	47	48	5	32	60	8	64	34	2	47	43	10	43	43	14
Domestiques (8 B)	"	"	"	"	"	"	41	49	10	39	48	13	57	37	6
<i>Sexe féminin.</i>															
Pêche, forêts, agriculture (1+2)	85	13	2	61	34	5	81	10	9	62	22	16	86	12	2
Industrie (3+4+5+9B)	65	30	5	60	36	4	67	26	7	55	36	9	71	25	4
Commerce (6+8 A)	55	39	6	57	38	5	52	40	8	43	50	7	68	27	5
Professions libérales (7+ 9 A)	42	53	5	49	46	5	55	40	5	48	45	7	48	42	10
Domestiques (8 B)	"	"	"	"	"	"	45	46	9	38	51	11	52	37	11
1931															
<i>Sexe masculin.</i>															
Pêche, forêts, agriculture (1+2)	89	9	2	52	41	7	80	12	8	68	22	10	84	12	4
Industrie (3+4+5+9B)	65	26	9	53	42	5	55	26	19	50	31	19	67	21	12
Commerce (6+8 A)	53	38	9	52	40	8	50	38	12	41	46	13	55	33	12
Professions libérales (7 +9 A)	47	48	5	36	55	9	64	34	2	45	42	13	43	42	15
Domestiques (8 B)	"	"	"	"	"	"	40	50	10	43	45	12	57	37	6
<i>Sexe féminin.</i>															
Pêche, forêts, agriculture (1+2)	86	12	2	59	37	4	85	9	6	71	19	10	87	11	2
Industrie (3+4+5+9B)	67	28	5	61	35	4	67	25	8	49	41	10	73	23	4
Commerce (6+8 A)	57	38	5	57	38	5	49	42	9	38	55	7	70	26	4
Professions libérales (7 +9 A)	44	52	4	51	45	4	53	42	5	43	50	7	47	40	18
Domestiques (8 B)	"	"	"	"	"	"	43	48	9	38	52	10	52	43	5

Personnes vivant exclusivement de leurs revenus et personnes sans profession rémunérée.

Bien que cette catégorie de personnes ne fasse pas partie de la population active, il a paru intéressant d'en signaler ici l'importance. Le tableau ci-après fait connaître les personnes qui ont déclaré être propriétaires, rentiers, retraités, ainsi que les personnes qui ne vivent pas de l'exercice d'une profession proprement dite, telles que nomades, chemineaux, détenus, hospitalisés (infirmes et vieillards), aliénés internés dans un asile. L'ensemble de ces personnes s'élève à 925.000 dont 604.000 rentiers et retraités vivant exclusivement de leurs revenus, 23.000 détenus, 196.000 infirmes et vieillards hospitalisés et 100.000 aliénés internés dans un asile. Leur répartition par âge diffère de celle de la population active; elle varie essentiellement selon la catégorie.

(Nombres en milliers.)

AGES EN ANNÉES	RENTIERS retraités, etc.		NOMADES chemineaux, etc.		DÉTENUS, prisonniers		HOSPITALISÉS (Infirmes, vieillards)		ALIÉNÉS INTERNÉS dans un asile	
	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.	Masc.	Fém.
Moins de 25.	1	1	0,2	0,1	5,4	1,1	11	13	4	3
25-34.	5	2	0,4	0,1	6,6	0,8	7	7	8	8
35-44.	17	4	0,4	—	4,2	0,6	6	6	11	12
45-54.	58	14	0,3	—	2,2	0,4	8	7	10	14
55-64.	186	33	0,2	—	1,1	0,2	15	12	7	11
65 et plus.	220	63	—	—	0,4	0,1	45	59	4	8
Ensemble	487	117	1,5	0,2	19,9	3,2	92	104	44	56

B. — Étrangers et naturalisés.

Comme lors des dénombrements de 1931 et de 1926, la *Statistique générale de la France* a réservé un volume spécial (1) aux étrangers et naturalisés recensés en 1936. Les données statistiques ci-après compléteront les renseignements fournis sur les étrangers et naturalisés dans la dernière chronique (2).

1. Étrangers et naturalisés dans la population présente.

Entre 1931 et 1936 le nombre des étrangers a fortement diminué à la suite de la crise mondiale qui a provoqué de nombreux départs d'étrangers qui n'ont été compensés que partiellement par l'immigration et par l'augmentation continue du nombre des naturalisés. De 2.715.000 en 1931, le nombre des étrangers est tombé à 2.198.000 en 1936, diminuant ainsi de 517.000. Alors qu'en 1931 on comptait 66 étrangers par 1.000 personnes présentes, il n'y en a plus que 53 en 1936.

a) Répartition géographique des étrangers.

Plus d'un cinquième des étrangers se trouvent dans la région parisienne (516.000), un second cinquième sur les bords de la Méditerranée (445.000), un autre près de la frontière belge (379.000). On compte 227.000 étrangers sur la frontière Est, 151.000 dans les Alpes et le Jura, 177.000 dans les Pyrénées et le bassin de la Garonne, 100.000 dans la région lyonnaise et 203.000 dans le reste de la France.

Voici les départements comptant plus de 50.000 étrangers avec leurs chiffres d'étrangers en milliers. Les nombres entre parenthèses se rapportent à 1931. Seine 374 (449), Nord 159 (212), Bouches-du-Rhône 125 (165), Pas-de-Calais 121 (162), Alpes-Maritimes 114 (145), Moselle 92 (131), Seine-et-Oise 85 (117), Meurthe-et-Moselle 64 (97), Rhône 56 (73), Isère 52 (66).

Le nombre des *naturalisés* français a suivi un mouvement inverse à celui des étrangers : de 361.000 en 1931 il est passé à 517.000 en 1936. De 88 pour 10.000 habitants il s'est élevé à 125 pour 10.000 en 1936. Voici comment se répartissent les naturalisés sur le territoire français : frontière Nord et Nord-Est 75 (59), frontière Est 59 (44), Alpes et Jura 36 (20), région lyonnaise 17 (10), littoral méditerranéen 150 (99), Pyrénées et Garonne 25 (17), région parisienne 124 (92), Normandie 7 (5), Bretagne et confins 4 (3), Centre 11 (7), Centre-Ouest 3 (2), Massif Central 6 (3).

VARIATIONS DE 1931 A 1936. — *Étrangers*. — Si dans l'ensemble de la France le nombre des étrangers a baissé de 19 %, la diminution n'a pas été générale : on a observé des augmentations dans 18 départements situés dans les Pyrénées et la vallée de la Garonne (4 départements agricoles), le Centre-Ouest (3 départements agricoles), le Massif Central (5 départements agricoles), la Bretagne et confins (4 départements agricoles), la Corse (immigration italienne).

Les régions où l'on a relevé les plus fortes diminutions du nombre des étrangers sont les suivantes : frontière Est (Haut-Rhin 40 %, Meurthe-et-Moselle 34 %, Moselle 30 %), Normandie (Seine-Inférieure 34 %, Manche 33 %), région lyonnaise et frontière Nord et Nord Est (25 %). Enfin, la diminution dépasse 15 % sur le littoral méditerranéen, dans les Alpes et le Jura et dans la région parisienne.

(1) *Résultats statistiques du recensement général de la population du 8 mars 1936. Tome I, 5^e partie : Étrangers et naturalisés.*

(2) *Journal de la Société de Statistique de Paris, n^{os} 9-10, 1943, p. 193.*

Naturalisés. — L'augmentation du nombre des naturalisés qui se chiffre à 43 % pour la France entière a été à peu près générale, le département du Haut-Rhin excepté. Le nombre des naturalisés a presque triplé dans la Loire et plus que doublé dans les 7 départements suivants : Aveyron 1.280 (516), Ardèche 940 (410), Tarn 1.930 (850), Drôme 2.040 (960), Saône-et-Loire 1.550 (730), Yonne 1.760 (860), Allier 1.100 (550). Ces départements sont situés dans les régions où l'accroissement du nombre des naturalisés a été relativement le plus élevé : Massif Central 90 %, Alpes et Jura 74 %, région lyonnaise 73 %, Centre 68 %, Pyrénées et Garonne 49 %.

Proportion des étrangers et naturalisés dans la population présente totale.

Dans l'ensemble de la France on compte pour 10.000 habitants :

	ÉTRANGERS		NATURALISÉS	
	1936	1931	1936	1931
Sexe masculin	643	832	115	78
Sexe féminin	433	497	135	97
Ensemble	534	658	125	88

Voici les départements pour lesquels la proportion pour 1.000 habitants des étrangers et des naturalisés est la plus forte en 1936. On y a ajouté les proportions correspondantes relevées en 1931.

	ÉTRANGERS					NATURALISÉS			
	1936		1931			1936		1931	
	Les deux sexes	Sexe masc.	Sexe fém.	Les deux sexes		Les deux sexes	Sexe masc.	Sexe fém.	Les deux sexes
Alpes-Maritimes.	214	225	205	284	Alpes-Maritimes.	72	69	76	49
Moselle.	133	148	116	192	Var.	58	52	64	43
Var.	118	130	106	140	Bouches-du-Rhône.	47	46	48	34
Aude.	114	131	97	126	Moselle.	30	24	37	22
Meurthe-et-Moselle	112	133	91	164	Ardennes.	25	19	31	19
Pyrénées-Orientales	112	137	90	120	Pyrénées-Orientales	25	26	24	18
Lot-et-Garonne.	108	126	93	85	Meurthe-et-Moselle.	24	23	25	13
Pas-de-Calais.	103	117	89	135	Hérault	23	25	21	14
Bouches-du-Rhône.	102	111	94	153	Nord	22	14	29	20
Gers.	102	117	88	78	Belfort.	22	18	25	15

Plus on s'avance vers l'Ouest, plus la proportion des étrangers décroît; elle atteint ses valeurs les plus faibles en Bretagne, en Vendée et dans certains départements du Massif Central.

b) *Étrangers et naturalisés suivant l'âge.*

La distribution par groupes d'âge quinquennaux des étrangers de chaque sexe a été donnée dans la précédente chronique (1). On se bornera ci-après à fournir la répartition par groupes d'âge décennaux de 1.000 étrangers et de 1.000 naturalisés de chaque sexe recensés en 1936.

ÂGE EN ANNÉES	ÉTRANGERS			NATURALISÉS		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Moins de 15	194	170	229	125	145	110
15-24.	134	126	143	139	140	138
25-34.	230	247	205	171	140	194
35-44.	208	229	179	194	196	192
45-54.	119	125	112	167	174	162
55-64.	67	64	73	119	125	115
65-79.	43	35	52	76	73	79
80 et plus	5	4	7	9	7	10
Ensemble	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000

(1) Voir note (2), page 176.

On compte proportionnellement plus d'enfants et moins de vieillards parmi les étrangers que parmi les naturalisés; cette différence est particulièrement prononcée pour le sexe féminin. Si l'on relève relativement plus d'adultes chez les étrangers que chez les naturalisés du sexe masculin, on observe le contraire chez les femmes. Enfin, la population d'origine étrangère fournit une proportion d'adultes très supérieure à celle de la population française.

c) *Étrangers et naturalisés suivant l'état matrimonial.*
Proportions pour 1.000.

ÉTAT MATRIMONIAL	1936				1931			
	étrangers		naturalisés		étrangers		naturalisés	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin	Sexe masculin	Sexe féminin
Célibataires	472	424	329	194	521	452	271	149
Mariés	432	485	620	668	450	468	670	692
Veufs	30	85	44	127	25	74	51	148
Divorcés	6	6	7	11	4	6	8	11
Ensemble	1.000	1.000	1.000	1.000	1 000	1 000	1 000	1.000

Parmi les étrangers la proportion des célibataires et des mariés est plus forte chez les hommes que chez les femmes, mais, en revanche, celle des veuves est presque le triple de celle des veufs, ce qui ne diffère pas de la répartition de la population française. Parmi les naturalisés on compte plus de célibataires chez les hommes que chez les femmes, mais moins de mariés, de veufs et de divorcés. Près des deux tiers des naturalisés des deux sexes sont mariés.

2. — *Étrangers et naturalisés dans la population active.*

Le recul de la population étrangère de 1931 à 1936 a été particulièrement marqué dans la population active. Le nombre des travailleurs étrangers, étant passé de 1.600.000 à 1.245.000, a diminué de 355.000 ou de 22 %. L'inverse s'est produit pour les travailleurs naturalisés : leur nombre s'est élevé de 187.000 en 1931 à 259.000 en 1936, augmentant de 72.000 ou de 39 %.

Voici la proportion des étrangers et naturalisés de chaque sexe pour 1.000 personnes actives :

	ÉTRANGERS			NATURALISÉS		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
1936	62	75	38	13	14	11
1931	74	94	39	9	9	8

Malgré sa forte diminution de 1931 à 1936, la part des étrangers dans la population active dépasse encore, en 1936, de près de 47 % la proportion correspondante en 1921. Quant à la proportion des naturalisés en 1936, elle constitue le maximum observé jusqu'ici.

Répartition des travailleurs étrangers et naturalisés d'après la profession.

SECTIONS PROFESSIONNELLES	1936						1931	
	Nombres absolus en milliers			PROPORTIONS POUR 1.000			Nombres absolus	Proportions p. 1.000
	Les deux sexes	Sexe masc.	Sexe fém.	Les deux sexes	Sexe masc.	Sexe fém.		
<i>Étrangers.</i>								
1. Pêche	1	1	—	—	—	—	1	—
2. Forêts, agriculture	278	193	85	223	199	307	250	162
3. Mines, carrières	103	102	1	83	108	4	187	104
4. Industrie de transformation	494	419	75	397	433	270	782	488
5. Manutention, transports	67	62	5	54	64	19	76	47
6. Commerce, banque	144	106	38	116	110	135	156	97
7. Professions libérales	41	20	21	33	21	75	42	26
8. Soins personnels, services domestiques	68	16	52	55	17	187	69	42
9. Services publics	49	48	1	39	50	3	56	34
TOTAUX	1.245	967	278	1.000	1.000	1.000	1.599	1.000
<i>Naturalisés.</i>								
1. Pêche	1	1	—	4	5	—	1	4
2. Forêts, agriculture	37	22	15	141	127	172	25	134
3. Mines, carrières	8	8	—	31	46	2	5	26
4. Industrie de transformation	120	89	31	462	508	364	89	474
5. Manutention, transports	13	11	2	50	63	23	9	50
6. Commerce, banque	45	26	19	175	148	232	36	190
7. Professions libérales	10	5	5	39	31	58	7	40
8. Soins personnels, services domestiques	14	3	11	56	18	134	9	50
9. Services publics	11	10	1	42	54	15	6	32
TOTAUX	259	175	84	1.000	1.000	1.000	187	1.000

En 1936, le plus grand nombre des étrangers (40 %) est occupé dans les industries de transformation, puis dans l'agriculture (22 %), le commerce (12 %) et les mines (8 %). De 1931 à 1936, le nombre des étrangers n'a augmenté que dans l'agriculture (11 %). Dans les autres sections professionnelles la diminution s'échelonne de 2 % dans les services domestiques à 37 % dans les industries de transformation et 38 % dans les industries extractives.

En 1936, les naturalisés sont, comme les étrangers, les plus nombreux dans les industries de transformation (46 %); leur part dans le commerce atteint 18 %, dans l'agriculture 14 %. De 1931 à 1936, le nombre des naturalisés français exerçant une profession, a augmenté de 38 %. Cet accroissement s'est étendu à toutes les sections professionnelles; il a atteint 68 % dans les mines et carrières et 80 % dans les services publics.

*Travailleurs français, étrangers et naturalisés des deux sexes
suivant la situation dans l'industrie ou la profession.
(Proportions pour 1.000.)*

SITUATION	Ensemble	Français	Naturalisés	Étrangers	1936			
					Ensemble	Français	Naturalisés	Étrangers
					1931			
Chefs d'établissement	292	303	198	143	289	305	225	96
Employés	147	150	123	99	140	144	119	94
Ouvriers	381	369	453	554	423	402	462	676
Isolés	137	138	154	126	127	129	159	98
Employés et ouvriers sans emploi	43	40	72	78	21	20	35	36
Ensemble	1.000	1.009	1.000	1.000	1.000	1.009	1.000	1.000
Nombres absolus en milliers de l'ensemble des travailleurs	20.260	18.756	259	1.245	21.612	19.826	187	1.599

La répartition des travailleurs étrangers suivant les diverses situations diffère sensiblement de celle des Français ou naturalisés. La population active étrangère comprend proportionnellement plus d'ouvriers que les deux autres catégories et moins d'employés, de travailleurs isolés et de chefs d'établissement. Enfin, on trouve le plus de chômeurs parmi les étrangers et le moins parmi les Français.

La crise économique qui a sévi entre les deux recensements de 1931 et 1936, a moins éprouvé la population active féminine étrangère. Les taux de variations, par rapport à 1931, sont les suivants : chefs d'établissement : hommes + 12 %, femmes + 23 %; employés : hommes - 20 %, femmes - 12 %; ouvriers : hommes - 39 %, femmes - 21 %; isolés : hommes + 1,6 %, femmes - 1,6 %; chômeurs : hommes + 74 %, femmes + 40 %.

Malgré la diminution du nombre des étrangers, la part des éléments d'origine non française dans la population active de 1936 reste très importante; elle est plus élevée qu'en 1921 et 1906.

Professionnels d'origine étrangère pour 1.000 personnes actives des deux sexes et de chaque situation en 1936, 1931, 1921 et 1906.

SITUATIONS	ÉTRANGERS				NATURALISÉS			
	1936	1931	1921	1906	1936	1931	1921	1906
Chefs d'établissement	30	24	18	12	8,6	6,7	—	4
Employés	41	49	34	23	10,7	7,3	—	7
Ouvriers	89	118	62	44	15,2	9,4	—	8
Isolés	56	57	39	32	14,3	10,8	—	7
Employés et ouvriers sans emploi	114	129	64	55	21,4	14,5	—	12
Toutes situations résumées	61	74	42	30	12,8	8,6	—	7

Si la proportion des employés, ouvriers et chômeurs étrangers a diminué depuis 1931, celle des chefs d'établissement, en revanche, a augmenté et celle des isolés est restée stationnaire.

IV. — État de la population de divers pays.

1. — Finlande.

Au 31 décembre 1940, la Finlande comptait 3.887.217 habitants dont 1.902.303 du sexe masculin et 1.984.914 du sexe féminin. Par rapport au recensement de 1930, la population a augmenté de 220.150 personnes, soit de 6 %. Elle a presque triplé comparativement à celle de 1840 qui était de 1.445.626.

La superficie habitable (sans les lacs) étant de 348.477 kilomètres carrés, la densité moyenne est de 11 habitants seulement au kilomètre carré. Mais la densité varie beaucoup avec les régions; forte dans le Sud, elle décroît avec la latitude, atteignant le minimum de 1.3 habitants au kilomètre carré en Laponie.

La population rurale compte environ 3 millions d'habitants, soit un peu plus des trois quarts de la population totale. La capitale Helsinki avec ses 319.339 habitants est la seule ville dépassant 100.000 habitants. Les quatre plus grands centres urbains, après la capitale, sont Tampere (80.995 habitants), Turku (75.419), Viborg (66.310), Vaasa (34.083).

La répartition de la population présente, suivant la langue principale, s'établit ainsi : Finnois 3.300.000, Suédois 353.985, Russe 7.210, Allemand 2.861, Lapon 2.345. Dans leur grande majorité les Finlandais sont de confession évangélique (3,74 millions).

2. — Suède.

Le dernier recensement opéré le 31 décembre 1940 a fourni une population totale de 6.371.432 personnes, soit 120.926 ou 1,9 % de plus qu'en 1935. La superficie totale s'élevant à 449.092 kilomètres carrés, la densité générale s'établit à 14,2 habitants par kilomètre carré. Comme en Finlande, la densité dépasse la moyenne dans le Sud du pays et va en diminuant au fur et à mesure que l'on avance vers le Nord.

En 1940, on a recensé 3.160.128 personnes du sexe masculin et 3.211.304 personnes du sexe féminin. L'excédent du sexe féminin sur le sexe masculin n'est donc plus que de 16 ‰ contre 23 ‰ en 1935 et 46 ‰ en 1910. Grâce à la faiblesse de son taux de natalité, la proportion des Suédois âgés de moins de quinze ans dans l'ensemble de la population est en constante diminution. Étant tombée à 20,4 % en 1940, elle est la plus faible qui ait été constatée dans le monde entier.

Les trois grandes villes de plus de 100.000 habitants sont Stockholm (723.892 habitants), Göteborg (323.045) et Malmö (164.357). Leur population totale, en augmentation de 10 % environ par rapport à 1935, constituent 19 % seulement, c'est-à-dire moins de la cinquième partie de la population totale.

3. — *Pays-Bas.*

D'après les registres de la population arrêtés au 1^{er} janvier 1942, la population des Pays-Bas s'établit à 9.007.722, en augmentation de 84.477 habitants ou 0,94 % par rapport à l'année précédente. L'accroissement est au-dessous de la moyenne des dix dernières années (1,17 %). Le rapport des sexes tend à s'équilibrer : en 1942 il est de 1.003 femmes pour 1.000 hommes au lieu de 1.013 en 1930.

Les huit grandes villes de plus de 100.000 habitants comprennent, en 1942, 2,6 millions d'habitants, soit 29 % de la population totale contre 27 % en 1930. Parmi ces villes trois ont une population dépassant le demi-million : Amsterdam (801.004), Rotterdam (624.024), La Haye (520.875). Pour la première fois, la ville de Tilburg, située dans le Brabant septentrional, a dépassé le chiffre de 100.000 habitants. La population de toutes ces villes a augmenté au cours de l'année 1941, à l'exception de celle d'Amsterdam.

4. — *Belgique.*

Selon les fichiers de la population, la Belgique comptait au 31 décembre 1942 8.238.428 habitants dont 4.049.786 du sexe masculin et 4.188.642 du sexe féminin; soit une diminution de 18.964 personnes ou 0,23 % par rapport au 31 décembre 1941. Depuis fin 1940, la baisse est de 56.246 personnes ou de 0,68 %.

La population totale des six grandes agglomérations s'élevait, à la fin de l'année 1942, à 2.562.100 personnes, représentant 31 % de la population totale. Cette proportion a été atteinte grâce à l'incorporation de plusieurs communes à de grands centres dont elles étaient limitrophes et auxquels elles étaient déjà rattachées par des liens économiques. Voici les agglomérations comptant, en 1942, plus de 100.000 habitants avec indication des habitants en milliers : Bruxelles 925,6, Anvers 522,9, Liège 421,5, Charleroi 334,0, Gand 253,9, La Louvière 104,3. La ville de Bruges comptait 89.693 habitants et Malines 61.097.

5. — *Suisse.*

La population résidante de la Suisse, recensée au 1^{er} décembre 1941 avec un an de retard en raison des circonstances, s'élève à 4.265.703 contre 4.066.400 en 1930. L'augmentation ressort à 199.303 personnes, soit à 0,5 %. Toutefois, elle n'a pas été générale : on a constaté des diminutions dans les deux cantons d'Appenzell, dans ceux de Neuchâtel, Glaris et Saint-Gall. Les cantons les plus fortement peuplés sont ceux de Berne (728.916 habitants) et de Zurich (674.505). La période 1930-1941 a été caractérisée par une compensation presque totale de l'émigration et de l'immigration. Ce résultat semble être dû au fait de la guerre : alors que des ressortissants des pays belligérants ont quitté la Suisse, de nombreux citoyens helvétiques, vivant à l'étranger, sont rentrés dans leur pays.

Les deux tiers de la population suisse (67 %) habitent des communes ayant moins de 10.000 habitants; les villes de plus de 100.000 habitants groupent 18 % de la population totale. Voici, en milliers, la population des grandes villes avec, entre parenthèses, le chiffre correspondant de 1930 : Zurich 333,5 (290,9), Bâle 161,4 (148,1), Berne 129,3 (111,8), Genève 124,4 (124,1), Lausanne 92,1 (75,9). Parmi les agglomérations importantes c'est cette dernière qui accuse la plus forte augmentation relative : 21 %.

6. — *Espagne.*

La population totale, recensée le 31 décembre 1940, s'élève à 25.877.971 habitants, dont 407.000 aux îles Baléares et 681.000 aux Canaries. Par rapport au dénombrement de 1930, la population a augmenté de 2.314.000 personnes, soit de 9,8 %. La superficie étant de 504.701 kilomètres carrés, la densité ressort à 51 habitants au kilomètre carré.

Plus de la moitié de la population espagnole vit dans des communes de moins de 10.000 habitants, les trois dixièmes environ habitent des villes de 10.000 à 100.000 habitants et près de deux dixièmes constituent la population des villes de plus de 100.000 habitants. On compte, en 1940, dix-huit villes de cette catégorie. Six d'entre elles dépassent 200.000 habitants. Voici leur chiffre de population en milliers : Madrid 1.089, Barcelone 1.081, Valence 451, Séville 312, Saragosse 239, Malaga 238.

7. — *Canada.*

Les résultats provisoires du recensement décennal effectué en juin 1941 ont fait ressortir la population du Canada à 11.419.896 personnes, soit 1.043.110 de plus qu'en 1931. La population a donc doublé depuis 1901 et triplé depuis 1871. La superficie totale du pays étant de 9.569.326 kilomètres carrés, la densité, en 1941, est de 1,2 habitants par kilomètre carré contre 1,1 en 1931.

V. — *Code de la famille.*

L'application des dispositions du Code de la famille, institué par décret-loi du 29 juillet 1939 (*J. O.* du 30 juillet 1939) a donné lieu à une série de mesures gouvernementales dont on signalera ci-après les plus significatives.

1. — Protection de la mère et de l'enfant.

La loi du 16 décembre 1942 (*J. O.* du 21 décembre 1942) stipule que toute femme enceinte qui veut bénéficier d'allocations destinées à aider la famille au moment de la naissance des enfants doit subir au moins deux *examens médicaux* au cours de sa grossesse. Le paiement de toutes les allocations est subordonné à cette condition.

La future mère peut faire pratiquer ces examens, soit par un médecin de son choix, soit par un médecin d'un Centre de Protection maternelle et infantile. Ces centres sont également chargés de la *surveillance médicale de l'enfant* jusqu'à l'âge de six ans révolus.

La même loi introduit l'établissement d'un *certificat d'examen médical prénuptial*. Elle prescrit, en outre, des formalités spéciales aux enfants placés en nourrice ou en garde, aux nourrices au sein et aux donneuses de lait.

La loi du 31 décembre 1942 (*J. O.* du 3 mars 1943) complète ces dispositions en punissant de peines sévères toute personne qui expose un nourrisson au *danger de contamination syphilitique* ou qui expose la santé d'une nourrice en lui donnant, sans l'avertir, un enfant syphilitique.

La loi du 15 avril 1943 (*J. O.* du 21 avril 1943) impose aux préfets l'obligation de désigner, pour son département, les établissements publics dits *maisons maternelles* qui devront accueillir, sans formalités, les femmes enceintes d'au moins sept mois et les mères avec leur nouveau-né. Sur présentation d'un certificat d'indigence du maire, les femmes enceintes pourront être admises dans ces établissements à n'importe quel stade de la grossesse.

Enfin, la loi du 2 septembre 1941 (*J. O.* du 14 septembre 1941) prévoit d'autres mesures concernant la *protection de la naissance* : 1^o obligation d'admettre toute femme enceinte dans un établissement hospitalier; 2^o peines sévères en cas de rupture de contrat de louage de service à l'occasion d'une grossesse ou d'un accouchement; 3^o peines d'emprisonnement pour l'auteur principal ou le complice de l'assassinat, ou du meurtre d'un enfant nouveau-né.

2. — Primes à la première naissance.

Le décret du 16 décembre 1939 a fixé, au 1^{er} janvier 1940, la date de mise en vigueur de cette allocation. Le décret du 30 décembre 1939 (*J. O.* du 1^{er} janvier 1940) a déterminé les modalités d'application du système ouvrant droit à la prime pour les enfants français de premier rang, nés viables et légitimes. Le montant de la prime varie de 2.000 à 3.000 francs suivant le département.

Le décret du 24 avril 1940 (*J. O.* du 15 mai 1940) stipule que la prime n'est accordée que si la naissance survient en France dans les deux années qui suivent la célébration du mariage des parents. D'après l'instruction du 23 mai 1940 (*J. O.* du 24 mai 1940) faisant application aux fonctionnaires du Code de la famille, la prime à la première naissance est payée au père, mais la mère peut faire opposition par lettre recommandée.

Le décret du 30 décembre 1939 a précisé la procédure à suivre pour la demande, l'instruction et le paiement des primes. Tenant compte des circonstances particulières à l'année 1940, le décret du 13 mars 1941 (*J. O.* du 11 avril et 4 juin 1941) a porté exceptionnellement de six à dix-huit mois, à partir de la naissance de l'enfant, le délai de recevabilité des demandes de primes à la première naissance afférentes à l'année 1940.

Une loi et un décret du 18 novembre 1942 (*J. O.* du 24 novembre 1942) ont élargi les conditions d'attribution de la prime à la première naissance. Jusque-là celle-ci ne pouvait être accordée lors d'un second accouchement que si le premier enfant n'était pas né viable et si la deuxième naissance s'était produite dans les deux ans du mariage. La loi susvisée précise que le bénéfice de la prime à la première naissance est reporté sur le deuxième enfant, lorsque le premier n'est pas né viable; si le premier-né décède avant l'âge de six mois, la deuxième fraction de prime est reportée sur le deuxième enfant à condition que sa naissance ait eu lieu dans les deux ans suivant le décès du premier.

Malgré la suppression, lors de la mise en vigueur du Code de la famille, de la subvention précédemment allouée par l'État aux départements et aux communes versant des primes de natalité, certains départements ont maintenu les primes de natalité et les ont prises entièrement à leur charge. Les primes sont versées à toutes les familles françaises ou de mères françaises non redevables de l'impôt sur le revenu; elles sont payables moitié à la naissance, moitié lorsque l'enfant a atteint un an. Dans le département de la Seine, ces primes s'élèvent à 650 francs pour le troisième enfant, 850 francs pour le quatrième, 1.050 francs pour le cinquième, 1.250 francs pour le sixième et les suivants. Chaque prime est majorée de 50 francs par la Ville de Paris.

3. — Allocations familiales.

Le décret-loi du 29 juillet 1939 accorde le bénéfice des allocations familiales à tous les salariés quelles que soient la profession ou la qualité de l'employeur qui les occupe : fonctionnaires et agents des services publics, employeurs et travailleurs indépendants des professions industrielles, commerciales, libérales et agricoles, métayers ainsi que tous ceux qui tirent d'une activité professionnelle leurs principaux moyens d'existence.

Les allocations familiales sont dues à partir du deuxième enfant à charge résidant en France. Elles sont versées pour les enfants n'ayant pas dépassé l'âge de l'obligation scolaire (dix-sept ans si l'enfant poursuit ses études ou est placé en apprentissage ou est, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié. Les taux des allocations sont fixés à 10 % du salaire moyen mensuel départemental pour deux enfants à charge, à 30 % pour trois enfants avec augmentation de 20 % par enfant au delà du troisième.

Le décret du 16 décembre 1939 (*J. O.* du 18 décembre 1939) interdit tout *cumul* au titre d'un même enfant de deux quelconques des prestations suivantes : Allocations familiales et allocations de la mère au foyer; majorations pour enfant des allocations de chômage; allocations de l'assistance à la famille (1); secours accordé en application de la loi du 24 juin 1904; majorations pour enfant des allocations militaires; majorations pour enfant des allocations aux réfugiés; majorations de retraite ou de pension attribuée par l'État, les collectivités locales ou tous organismes de prévoyance collective et obligatoire. Toutefois, « les femmes veuves, divorcées ou abandonnées ayant à leur charge trois enfants au moins peuvent cumuler le bénéfice de l'assistance à la famille avec celui des allocations familiales et des allocations de la mère au foyer. »

Le décret du 24 avril 1940 (*J. O.* du 15 mai 1940) complète le décret du 29 juillet 1939; l'article 2 envisage le cas où le père est déchu de la puissance paternelle et celui où les deux parents ont subi des condamnations.

L'arrêté du 18 novembre 1940 portant classement des communes en deux catégories en vue de l'établissement du salaire moyen départemental est abrogé et remplacé par l'arrêté du 31 décembre 1941 (Voir *J. O.* du 15 janvier 1942 les tableaux annexés à cet arrêté).

La loi du 15 février 1941 (*J. O.* du 9 avril 1941) étend la limite d'âge des enfants bénéficiaires à dix-sept ans en cas d'apprentissage, d'infirmité ou maladie chronique et à vingt ans si l'enfant poursuit ses études. Elle prescrit le maintien des allocations en cas de maladie ou d'invalidité du salarié ainsi que pendant le repos pré et post-natal; elle étend le bénéfice des droits acquis aux familles ne comptant plus qu'un enfant à charge né avant le 1^{er} avril 1940. Le taux des allocations familiales est fixé à 10 % du salaire départemental moyen-mensuel pour le deuxième enfant à charge, à 20 % pour le troisième, à 30 % pour le quatrième et chacun des suivants. Elle prévoit le classement en catégorie urbaine des localités rurales avoisinant les centres industriels. Enfin, elle augmente les délais d'attribution de la prime à la première naissance d'une durée égale à la période de mobilisation du mari.

L'arrêté du 20 décembre 1941 (*J. O.* du 21 décembre 1941) a réalisé un relèvement des salaires moyens départementaux devant servir de base aux allocations familiales à partir du 1^{er} janvier 1942. Il a également ordonné une révision du classement des communes urbaines. Le nombre de ces dernières a été augmenté par un arrêté du 31 décembre 1941, en application, d'une part, de la loi du 15 février 1941 concernant les banlieues industrielles, d'autre part, de celle du 17 novembre 1941 prévoyant une majoration du salaire moyen dans les localités formant une agglomération de plus de 200.000 habitants.

Un arrêté interministériel du 16 février 1944 (*J. O.* du 25 février 1944) a fixé les salaires moyens départementaux devant servir de base aux allocations familiales à partir du 1^{er} janvier 1944. Le salaire urbain le plus élevé est celui de la Seine : 2.250 francs en augmentation de 32 % sur celui de 1942. La hausse est du même ordre (30 %) pour les salaires urbains les plus faibles qui sont de 1.400 francs. Les salaires ruraux font ressortir la même augmentation : 30 %. Le plus élevé est celui de la Seine-et-Oise (1.500 francs); les plus faibles s'établissent à 1.150 francs.

Le champ des allocataires a été étendu à de nouvelles catégories de chefs de famille : les dépositaires, les gérants ou commissionnaires visés par la loi du 21 mars 1941, ainsi que les ouvriers à domicile, visés par la loi du 1^{er} août 1941 et l'arrêté d'application du 30 décembre 1941.

Le décret du 8 avril 1941 (*J. O.* du 11 avril 1941) a déterminé les catégories de travailleurs indépendants ouvrant droit aux participations de l'État pour les caisses de travailleurs indépendants, constituées pour la plupart en 1940. Le même décret a fixé le montant de cette participation et une circulaire du 25 avril 1944 a précisé les modalités d'application de ce texte.

La loi du 9 septembre 1942 (*J. O.* du 15 septembre 1942) a étendu le bénéfice des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique à quelques catégories de veuves chargées de famille. Le rapport présenté à l'Assemblée générale des Caisses de Compensation et Services particuliers du 20 mai 1943 par M. Bonvoisin, directeur général du Comité central des Allocations familiales, présente en ces termes les trois objectifs principaux que s'est fixés le législateur :

« 1^o L'extension, à toutes les veuves d'allocataires, des prestations (allocations familiales, éventuellement allocation de salaire unique) qui étaient réservées, jusque-là, aux veuves dont le conjoint avait succombé aux suites d'un accident du travail;

« 2^o L'attribution, aux invalides assurés sociaux et à leurs veuves, des prestations qu'ils recevaient en période d'activité et qui remplacent les allocations d'assistance antérieurement servies par les organismes d'assurances sociales;

(1) La loi du 3 février 1942 (*J. O.* du 5 février 1942) a toutefois autorisé sous certaines conditions le cumul de ces allocations avec les autres prestations visées dans cet article.

« 3^o Une modification des règles de cumul en faveur des veuves bénéficiaires des allocations d'assistance qui peuvent désormais recevoir ces prestations en sus de toute autre indemnité pour charge de famille, quel que soit le nombre de leurs enfants à charge, alors que ce cumul n'était antérieurement autorisé qu'à partir de trois enfants. »

Les *conjoints divorcés* peuvent bénéficier des allocations familiales sous certaines conditions fixées par la loi du 15 octobre 1942 (*J. O.* 17 octobre 1942) complétant l'article 18 du Code de la famille.

Par la loi du 18 novembre 1942 (*J. O.* du 18 décembre 1942) complétant l'article 12 et modifiant l'article 16 du Code de la famille, le paiement des allocations familiales pour les enfants d'âge scolaire a été subordonné à la présentation d'un *certificat de scolarité* ou d'un certificat médical attestant que l'enfant se trouve dans l'impossibilité de fréquenter l'école.

Un arrêté du 3 décembre 1942, pris en application de la loi du 26 septembre 1942 (*J. O.* du 27 septembre 1942) a déterminé les conditions dans lesquelles les *salariés partis pour l'Allemagne* au titre de la relève seraient appelés à bénéficier des allocations familiales et, éventuellement, de l'allocation de salaire unique.

Traitement familial des fonctionnaires. — La loi du 25 septembre 1942 (*J. O.* du 29 septembre 1942) a institué des majorations du traitement de base des fonctionnaires s'élevant à 5 % pour deux enfants à charge, 15 % pour trois enfants à charge, 25 % pour quatre enfants à charge et de 10 % en sus pour chaque enfant à charge au delà du quatrième.

Le régime des allocations familiales, applicable à certaines colonies, a été étendu à l'*Algérie* avec des modalités spéciales. Les arrêtés du 6 mai et 10 juin 1941 du gouverneur général de l'Algérie ont limité le nombre des enfants bénéficiaires à quatre par famille et fixé les allocations par enfant à 3 % du salaire perçu par le chef de famille jusqu'à concurrence d'un maximum de 40.000 francs du salaire annuel. Mais l'arrêté du 10 janvier 1942 a annulé la limitation du nombre des enfants bénéficiaires et a fixé les prestations à 7 % du salaire réel, jusqu'à concurrence d'un plafond mensuel de 1.715 francs, soit 120 francs par enfant et par mois.

Enfin, une loi du 28 septembre 1942 (*J. O.* du 26 et 27 octobre 1942) a étendu le bénéfice des allocations familiales aux enfants résidant en Algérie ou dans certaines colonies (Martinique, Guadeloupe, Guyane et Nouvelle Calédonie) et dont les parents résident en France. Les prestations sont versées sur la base des régimes en vigueur au lieu de résidence des enfants.

4. — Allocation de la mère au foyer et allocation de salaire unique.

L'allocation de la mère au foyer a été instituée par l'article 23 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par la loi du 18 novembre 1940 (*J. O.* du 19 novembre 1940) dont l'article 4 est ainsi conçu : « L'article 23 de la loi du 29 juillet 1939 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Une allocation de la « mère au foyer » est attribuée aux familles salariées comptant au moins un enfant à charge et qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel provenant, soit de l'activité du père ou de la mère, soit de l'activité de l'un des ascendants lorsque l'enfant est à la charge de ce dernier.

« Elle est servie :

« 1^o Dans les communes comprenant une localité de 2.000 habitants agglomérés ou dans les communes assimilées, comme il est précisé à l'article 14 ;

« 2^o Dans les communes comprenant une localité comptant plus de 2.000 habitants agglomérés qui auront été assimilés aux communes ne comprenant pas de localité comptant plus de 2.000 habitants agglomérés.

« Elle est égale à 10 % du salaire moyen départemental applicable dans lesdites communes.

« L'allocation est réservée aux familles dont les enfants ont la nationalité française. Elle est due pour l'enfant unique jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de cinq ans et, s'il y a plusieurs enfants, tant que le dernier n'a pas atteint quatorze ans. Toutefois, l'allocation continuera à être versée jusqu'à l'âge fixé par l'article 12 ci-dessus à la mère ou à l'ascendant salarié qui, ayant la garde de l'enfant, en assume seul par son salaire la charge effective.

A l'allocation de la mère au foyer se substitue, en fait, l'*allocation de salaire unique* instituée par la loi du 29 mars 1941 (*J. O.* du 11 avril 1941). L'allocation de salaire unique est attribuée aux familles de salariés, quelle que soit la profession ou la qualité de l'employeur qui les occupe, des fonctionnaires et agents des services publics et services concédés, qui ne bénéficient que d'un seul revenu professionnel versé en contre-partie d'un travail effectif, provenant soit de l'activité du père ou de la mère, soit de l'activité de l'un des ascendants, lorsque l'enfant est à la charge de ce dernier.

Cette allocation est réservée aux familles dont les enfants ont la nationalité française. Elle est décomptée en pourcentage du salaire moyen départemental applicable en matière d'allocations familiales dans la commune de résidence suivant les modalités ci-après : 20 % pour un enfant à charge jusqu'à l'âge de cinq ans ; 10 % pour un enfant à charge lorsqu'il a dépassé l'âge de cinq ans ; 25 % pour deux enfants à charge ; 30 % pour plus de deux enfants à charge.

L'allocation est servie, s'il y a plusieurs enfants, tant que le dernier enfant n'a pas atteint

les limites d'âge fixées par l'article 12 du décret du 29 juillet 1939, et, s'il y a un enfant unique, jusqu'à l'âge de quinze ans; toutefois, l'allocation continuera d'être versée jusqu'à l'âge fixé par l'article 12 ci-dessus visé, à la mère ou à l'ascendante salariée qui, ayant la garde de l'enfant, en assume seule par son salaire la charge effective. Elle ne peut, en aucun cas, se cumuler avec l'allocation de la mère au foyer prévue par l'article 23 du décret du 29 juillet 1939.

Cette nouvelle allocation constitue une aide substantielle aux familles dans lesquelles la mère renonce à une activité rémunérée pour se consacrer entièrement à l'éducation et à l'entretien de ses enfants.

Le bénéfice de l'allocation de salaire unique a été étendu aux *jeunes ménages sans enfant* par la loi du 17 novembre 1941 (*J. O.* du 29 novembre 1941). L'allocation limitée à 10 % du salaire moyen départemental est versée pendant les deux années qui suivent la célébration du mariage, avec prolongation, le cas échéant, d'une durée égale à la période de mobilisation du mari.

La loi du 9 septembre 1942 (*J. O.* du 15 septembre 1942) a étendu le bénéfice des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique à certaines catégories de veuves chargées de famille (1) Le décret du 2 novembre 1943 (*J. O.* du 6 novembre 1943; rectificatif au *J. O.* du 22 novembre 1943) porte application de ces dispositions et précise les conditions dans lesquelles les allocations précitées seront versées à ces catégories de veuves.

Le champ d'application du bénéfice de l'allocation de salaire unique vient d'être étendu à *diverses catégories de salariés* par la loi du 6 juillet 1943 (*J. O.* du 11 juillet 1943.) « Ouvrent droit au bénéfice de ladite allocation : 1° les enfants issus du mariage des époux et ceux que les époux ou l'un d'eux pourraient avoir d'une précédente union, ainsi que les enfants légitimés; 2° les petits-enfants à la charge effective des grands-parents; 3° les enfants adoptifs; 4° l'enfant naturel reconnu par sa mère, lorsque celle-ci en assume seule par son salaire la charge effective. »

L'allocation est réservée aux familles dont les enfants ont la nationalité française. Elle est décomptée en pourcentage du salaire moyen départemental applicable en matière d'allocations familiales dans la commune de résidence.

L'article 2 précise que l'allocation de salaire unique continue à être versée à la veuve chargée de famille de l'avant-droit lorsque celle-ci, n'étant pas salariée, n'a pas elle-même un droit propre à cette allocation. Les articles 3 et 4 fixent les catégories de personnes auxquelles sont versées lesdites allocations, soit parents ou toute autre personne qui a reçu, à titre gratuit, la garde de l'enfant. Enfin, l'article 5 stipule que « le bénéfice de l'allocation de salaire unique est conservé, en cas d'interruption de travail, au salarié malade pendant la période durant laquelle il reçoit les prestations maladie au titre des Assurances sociales, s'il est assuré social, et, dans le cas contraire, pendant une période de six mois à compter de la première constatation médicale; à la femme salariée pendant douze semaines dans la période qui précède et dans la période qui suit l'accouchement; à l'accidenté du travail pendant les périodes d'incapacité temporaire et permanente. »

5. — *Avantages divers.*

La loi du 5 février 1941 (*J. O.* du 21 février 1941) réprime le refus de louer, à un chef de famille nombreuse, un local d'habitation ou à usage professionnel.

La loi du 30 mai 1941 (*J. O.* du 31 mai 1941) institue un *pécule de retour à la terre* en faveur des chefs de famille d'origine paysanne, salariés du commerce et de l'industrie.

Paul Gasc.
